

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 28 (1991)
Heft: 1025

Rubrik: L'invité de DP

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 23.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'INVITÉ DE DP

GATT: La dernière ligne droite ?

Les négociations de l'Uruguay round, sous l'égide du GATT, suspendues à Bruxelles en décembre à cause de l'impasse dans la question de la libéralisation des échanges agricoles, ont repris sous la forme de contacts multilatéraux tous azimuts. Sur quel (des)accord débouchera cette dernière ligne droite ? La guerre commerciale va-t-elle s'intensifier entre les grands blocs économiques (Communauté européenne, Amérique du Nord, zone Pacifique) ? Les pays en voie de développement vont-ils bénéficier d'un traitement différencié ? Les pronostics sont modérément optimistes sur les possibilités d'un accord dans les quinze domaines en négociation (textiles, services, propriété intellectuelle, etc); beaucoup dépendra du compromis réalisé dans le dossier agricole. Pour l'heure, un éclairage Nord-Sud sur les chances et les paradoxes de la libéralisation agricole en cours.

Après s'être fait longtemps tirer l'oreille, la Communauté européenne planche activement sur une réforme en profondeur de la politique agricole commune (PAC). La manne des subventions communautaires (36 milliards de dollars de soutien à l'agriculture en 1990, la moitié du budget de la CE) va être redistribuée en tenant compte de la production et de la protection de l'environnement (par des aides directes), en

abandonnant progressivement la politique de prix garantis aux agriculteurs. Objectifs avoués: en finir avec une agriculture polluante, réduire les surproductions, maîtriser les dépenses qui explosent... tout en maintenant un maximum d'agriculteurs sur leur terre. On ne peut qu'applaudir aux principes, mais dans l'application gare à la bataille entre agriculteurs (en France, 20% de ceux-ci assurent 80% de la production) et entre pays agro-exportateurs (les exportations agro-alimentaires rapportent plus de 50 milliards de FF à la France par année). Même si le contexte est différent, une semblable réorientation de l'agriculture suisse est en cours: élargissement des paiements directs pour les fonctions non agricoles, diminution des prix garantis. Si ce virage de la «multifonctionnalité» de l'agriculture (environnement, sécurité alimentaire, peuplement rural, etc) est pris, le GATT tant décrié aura joué sans le vouloir le rôle d'un utile père fouettard.

Une planète à croquer

Cela bouge aussi à l'autre bout de la planète: raisins, pommes, pêches... le Chili de Pinochet et de la nouvelle démocratie est devenu de loin le leader des exportations fruticoles du

monde: un milliard de dollars par an. Ses atouts: un climat tempéré favorable, de l'eau et des terres en abondance, une main-d'œuvre à 0,50 dollar l'heure et des multinationales bien implantées. Leader de la contre-saison sur le marché américain, les Chiliens n'attendent plus l'ouverture des frontières agricoles qu'ils réclament à grands cris avec les Etats-Unis, l'Australie, l'Argentine, le Brésil et d'autres pour accroître leur présence en Europe. Aux fruits se joignent aussi le vin, les légumes que des entreprises nationales de taille moyenne créées par des producteurs se proposent de fournir sur les marchés d'Asie du Sud-Est et aux pays de l'Est. Un Chilien, fonctionnaire au ministère du commerce extérieur et opposant de toujours au régime Pinochet, rencontré à Bruxelles en décembre, résume les paradoxes: «En prenant le pouvoir, la nouvelle démocratie chilienne s'est rendu compte que ce modèle agro-exportateur, libre-échangiste, fonctionnait. Plus d'un million de personnes sont engagées au moment des récoltes; sur le plan extérieur, après le marché nord-américain, nous voulons conquérir maintenant de nouveaux marchés de contre-saison, entre autres en Europe; sur le plan intérieur, nous devons viser une meilleure répartition des revenus, pour le reste ça marche.»

A ma question sur les coûts énergétiques et la dépendance, il précise: «L'exportation surtout est contrôlée par des multinationales, mais de nombreuses sociétés chiliennes y sont également présentes; ces concentrations existent aussi chez vous dans la distribution. Concernant l'environnement, c'est le nouvel argument que beaucoup de gens au Nord nous opposent, chaque fois que nous avons une filière d'exportation qui marche; et vous au Nord, vos exportations, vos touristes, vos experts, vos technologies... en avez-vous calculé le coût écologique et social ?» Perplexité...

Intégrer tous les coûts

Répétons-le, le Nord produit 75% des gaz à effet de serre; les coûts sociaux et écologiques de la mobilité, de l'épuisement des ressources non renouvelables, des déchets, des mesures de protection, etc ne sont pas

Domaine Public

Rédacteur responsable: Jean-Daniel Delley (jd)

Rédacteur: Pierre Imhof (pi)

Ont également collaboré à ce numéro:

Gabrielle Antille (ga)

Jean-Pierre Bossy (jpb)

François Brutsch (fb)

Jeanlouis Cornuz,

André Gavillet (ag)

Jacques Guyaz (jg)

Yvette Jaggi (yj)

Charles-F. Pochon (cfp)

L'invité de DP: Mario Carera

Abonnement: 70 francs pour une année

Administration, rédaction: Saint-Pierre 1, case postale 2612, 1002 Lausanne

Téléphone: 021 312 69 10

Télécopie: 021 312 80 40 - **CCP:** 10-15527-9

Composition et maquette: Françoise Gavillet, Pierre Imhof, Monique Hennin

Impression: Imprimerie des Arts et Métiers, Renens

intégrés dans le prix de vente des produits, ni dans le calcul fait par l'utilisateur, ni n'apparaissent dans la comptabilité nationale. Cette «externalité» n'est pas acceptable dans un système d'économie de marché. Alors ? la VW Golf à 82 500 marks, au lieu des 21 000 marks actuels, le kilo de produit phytosanitaire à 820 marks au lieu de 28 marks selon les conclusions de l'étude d'un bureau allemand commandée par le magazine *Stern* ? Qui le propose ? Qui, surtout, en accepte l'application sur une vaste échelle ? Les critères et instruments de calcul font encore largement défaut — tant la nature et l'économie fonctionnent selon des règles différentes — pour ne pas parler de la volonté politique.

Manichéisme dépassé

Le GATT, s'il était véritablement une organisation de l'ONU sur le commerce, aurait dû jouer un rôle de pionnier pour la création d'instruments à la hauteur des enjeux et adaptés aux mécanismes de l'économie de marché. Mais avec sa vision strictement économique de «l'avantage comparatif», il renforce la division internationale du travail (services financiers, distribution, communication, ingénierie, recherche au Nord; industrie lourde, textile et filières agricoles au Sud). Contrairement à ce que clame le GATT, l'alternative n'est pas entre le libre échange et un protectionnisme visant à maintenir des secteurs improductifs en activité, cette vision manichéenne devient dépassée.

A côté de règles équitables de fonctionnement, l'enjeu du commerce mondial, comme régional, consiste à introduire de nouveaux paramètres écologiques et sociaux, au service d'un «développement durable» pour l'éco-système, pour les générations futures; durable en vue de la réduction de la pauvreté: les «pays à bas revenus» rassemblent plus de la moitié de la population du globe, mais ne participent que pour 4% aux exportations mondiales (chiffres 1987) — sont-ils pauvres parce qu'ils sont exclus du commerce ou sont-ils exclus du commerce international parce qu'ils sont pauvres ? On at-

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Le Tigre en papier

Donc, Jean-François Sonnay a commencé par écrire un pamphlet, en collaboration avec Jacquillard, intitulé *Les Gauchocrates* — qui m'avait assez exaspéré. Puis (entre autres) un roman, qui devait être le premier volet d'une trilogie: *L'Age d'or – Soixante-huit*, qui m'avait paru médiocre, d'une écriture filandreuse — et j'en étais d'autant plus attristé que l'homme est sympathique. Or voici, toujours aux éditions de L'Age d'Homme, en un volume de 356 pages, les parties 2 et 3 de la trilogie: *Le Tigre en papier* — et le progrès est énorme, je dirais même spectaculaire. Et naturellement, il contribue à racheter dans une certaine mesure la première partie, en conférant aux personnages une épaisseur qu'ils n'avaient pas. Oui, je crois que *Le Tigre en papier* est un grand roman, qui marquera dans nos lettres romandes.

De quoi s'agit-il ? Des «enfants de Mai (68)», contestataires, dont certains ont rejoint les rangs des «terroristes», Bri-

tend avec un vif intérêt les réflexions du groupe «commerce et environnement» du GATT, créé en 1971, jamais réuni, mais instamment sollicité de le faire par la Suisse et ses partenaires de l'AELE. Déjà les USA et les nouveaux pays industrialisés d'Asie du Sud-Est ont critiqué l'initiative AELE, ne voulant pas entendre parler de réflexion sur le dumping écologique au GATT.

Heureusement que les crises des politiques agricoles du Nord vont faire entériner dans l'Uruguay round les «objectifs non économiques de l'agriculture» (la multifonctionnalité). Sauf à perdre toute mémoire ou toute logique, c'est guidé par des critères du même ordre qu'il faudra s'interroger sur les mécanismes libre-échangistes du commerce mondial. Dans ou hors du GATT.

Mario Carera

L'invité de DP s'exprime librement dans cette tribune. Mario Carera est coordinateur de la communauté de travail Swissaid/Action de Carême/Pain pour le Prochain/Helvetas.

gades rouges ou *Rote Armee Fraktion*. Le danger avec un tel sujet, c'est celui que dénonçait en son temps Charles Gilliard, qui pour sa part évitait de parler d'événements postérieurs au XVI^e siècle: ou bien on a participé aux événements dont on parle, et l'on perd presque nécessairement toute «objectivité»; ou bien on n'y a pas participé — et l'on court le risque de n'y rien comprendre! Jean-François Sonnay me paraît échapper à ce double écueil dans la mesure où *Le Tigre en papier* ne raconte pas tellement les «hauts faits» d'un terroriste que son désenchantement. Par exemple, cette méditation de Jacques, le héros, devant l'affaire Moro, de triste et célèbre mémoire:

Que des ouvriers meurent dans des accidents du travail, que des manifestants tombent sous les balles des flics, que des fascistes posent des bombes impunément, que les pauvres du tiers monde crèvent comme des mouches et que tout cela soit la faute du capitalisme international et de ses laquais, c'était le fondement du savoir politique et humain de Jacques. (...) Or voilà que face à la vie d'un homme, les deux camps n'en formaient plus qu'un. Songeant à Moro, pseudo-prisonnier d'un peuple à qui l'on n'avait rien demandé, condamné à mort par toute la société, songeant à cet homme seul, que sa mère avait appelé Aldo quand il était venu au monde, dans une banlieue perdue de l'univers, la seule banlieue de l'univers peut-être où la vie avait pris forme humaine, Jacques ne pouvait pas ne pas être choqué par l'effrayante identité des intérêts de l'Etat et des révolutionnaires. Et on ne se moquait pas seulement de la vie, on en faisait une cérémonie publique. Les masses, les principes mangeaient les hommes et des millions d'autres hommes assistaient fascinés, lâches, au spectacle de la mise à mort. (page 143.) Comme le dit très bien la prière d'insérer, «Le Tigre en papier nous restitue (...) la mentalité particulière des années septante en un roman subtil, qui tient de l'enquête policière et du jeu de perspectives, mais qui est avant tout un témoignage humain saisissant.»

En vérité, une telle page ne me paraît pas indigne de *L'affaire Moro*, de Leonardo Sciascia. ■